

N. 95 - 2230 (93 - 2288)

14 JULI 1993

Décret tot oprichting van het Grindfonds en tot regeling van de grindwinning. - Erratum*Belgisch Staatsblad* nr. 209 van 14 oktober 1993, blz. 22572 :

In de Franse tekst ontbreekt de vertaling van de derde alinea van artikel 17, § 2, namelijk « Vergunningen voor de winning van grind worden aangevraagd volgens de bestaande wetten, decreten en besluiten ». Deze vertaling luidt als volgt : « Les autorisations d'exploitation de gravier sont demandées conformément aux lois, décrets et arrêtés existants ».

TRADUCTION

F. 95 - 2230 (93 - 2288)

14 JUILLET 1993

Décret portant création d'un Fonds gravier et réglant l'exploitation de gravier. - Erratum*Moniteur belge* n° 209 du 14 octobre 1993, p. 22572 :

La traduction du troisième alinéa de l'article 17, § 2 : « Vergunningen voor de winning van grind worden aangevraagd volgens de bestaande wetten, decreten en besluiten », fait défaut dans le texte français. La traduction est libellée comme suit : « Les autorisations d'exploitation de gravier sont demandées conformément aux lois, décrets et arrêtés existants ».

N. 95 - 2231 (95 - 764)

8 MAART 1995. - Besluit van de Vlaamse regering houdende vaststelling van de luchthavenvergoedingen. - Erratum*Belgisch Staatsblad* nr. 65, van 30 maart 1995, blz. 8026.

In de Franse tekst moet artikel 16, 7°, gelezen worden als volgt :

7° : pour les aéronefs effectuant des vols dont le caractère promotionnel au profit de l'aérodrome est reconnu par le Gouvernement flamand.

TRADUCTION

F. 95 - 2231 (95 - 764)

8 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement flamand déterminant les redevances d'aéroports. - Erratum*Moniteur belge* n° 65, du 30 mars 1995, texte français, p. 8026.

Il y a lieu de lire le point 7 de l'article 16 comme suit :

7° pour les aéronefs effectuant des vols dont le caractère promotionnel au profit de l'aérodrome est reconnu par le Gouvernement flamand.

COMMUNAUTE FRANÇAISE - FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 95 - 2232

[S - C - 29208]

14 MARS 1995. - Décret relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. - *Définitions et dispositions générales***Article 1er.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Cycle : ensemble d'années d'études à l'intérieur duquel l'élève parcourt sa scolarité de manière continue, à son rythme et sans redoublement.

2° Socles de compétences : ensemble de références déterminant le niveau des études et autour duquel s'articulent les programmes de cours élaborés ou approuvés par le pouvoir normatif et subsidiant.

3° Repère : ensemble de données destinées à mesurer les résultats et les progrès enregistrés par les élèves en référence aux socles de compétences.

4° Action de concertation : activité des membres du personnel enseignant d'une école qui élaborent ensemble des projets et des outils pédagogiques et/ou assurent le suivi des élèves au cours d'un cycle.

5° Action de compagnonnage : activité qui permet à des enseignants d'écoles ou d'implantations différentes de se rencontrer et de partager des expériences pédagogiques différentes.

6° Action de soutien : moyens matériels, ressources humaines, aide pédagogique accordés aux écoles qui comptent un nombre significatif d'élèves en difficulté.

(1) *Session 1993-1994.**Documents du Conseil.* - N° 175 : N° 1 : projet de décret. N° 2 : rapport. N° 3 : amendements.*Session 1994-1995.**Comptes rendus intégraux.* - Discussion. Séance du 8 février 1995. - Adoption. Séance du 9 mars 1995.

7° Animateur pédagogique : personne désignée dans chaque réseau, pour mener des actions concrètes avec les enseignants et les aider à construire, à évaluer et à ajuster des projets pédagogiques.

8° Zone : entité géographique au sein de laquelle les écoles d'un même réseau se concertent et mènent des activités en commun.

Art. 2. Les mesures que le Gouvernement arrête en application du présent décret font l'objet d'une concertation préalable avec les organes représentatifs des Pouvoirs organisateurs.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives à l'organisation des études

Art. 3. Toutes les écoles fondamentales maternelles et primaires sont tenues de mettre en place pour le 1er septembre 2000 au plus tard, un dispositif basé sur une organisation en cycles permettant à chaque enfant :

1° de parcourir la scolarité d'une manière continue, à son rythme et sans redoublement de son entrée à la maternelle à la fin de la deuxième année primaire;

2° de réaliser sur ces périodes les apprentissages indispensables en référence à des socles de compétences définissant, après concertation avec les organes représentatifs des Pouvoirs organisateurs, le niveau requis des études.

Art. 4. Toutes les écoles fondamentales et primaires sont tenues de mettre en place pour le 1er septembre 2005 au plus tard, un dispositif basé sur une organisation en cycles permettant à chaque enfant :

1° de parcourir la scolarité d'une manière continue, à son rythme et sans redoublement, de la troisième à la sixième année de l'enseignement primaire;

2° de réaliser sur ces périodes les apprentissages indispensables en référence à des socles de compétences définissant, après concertation avec les organes représentatifs des Pouvoirs organisateurs, le niveau requis des études.

Art. 5. L'inspection visée à l'article 24, § 3, alinéa 2, 3°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et le service d'inspection de l'enseignement organisé par la Communauté française, fourniront au Gouvernement, avec communication au Conseil général visé à l'article 21, les indicateurs précis de la mise en œuvre du dispositif général d'organisation de l'enseignement fondamental de manière à permettre :

1° de vérifier les adéquations de la réforme par rapport aux objectifs généraux définis après concertation avec les organes représentatifs des Pouvoirs organisateurs;

2° d'assurer une régulation permanente du système;

3° d'éviter le saupoudrage et les dépenses improductives dans l'utilisation des moyens.

Elles dresseront un bilan annuel des actions mises en œuvre et le transmettront au Gouvernement avec communication au Conseil général visé à l'article 21.

Dans l'enseignement subventionné, l'Inspection agit par voie de conseil.

Le Gouvernement fixe la forme sous laquelle les indicateurs seront fournis.

Art. 6. § 1er. Des animateurs pédagogiques chargés de concevoir et d'encourager toute action destinée à favoriser la progression des écoles dans les orientations générales et spécifiques précisées aux chapitres II et III du présent décret, sont mis en place dans chaque réseau de l'enseignement fondamental.

§ 2. Le nombre des animateurs s'élève à :

— 25 unités dans l'enseignement libre confessionnel subventionné;

— 25 unités dans l'enseignement officiel subventionné;

— 6 unités dans l'enseignement organisé par la Communauté française;

— 1 unité dans l'enseignement libre non confessionnel subventionné.

§ 3. Les membres du personnel visés au paragraphe 1er bénéficient d'un congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement d'une durée de 2 ans, renouvelable deux fois.

Pendant la durée de leur mission, ils conservent leurs droits à une fonction de promotion et à l'avancement de traitement;

Ils sont indemnisés de leurs frais de parcours et bénéficient d'une indemnité forfaitaire couvrant les différents frais inhérents à leur mission.

§ 4. Le Gouvernement arrête les conditions de recrutement des animateurs.

Art. 7. Le Gouvernement fait rapport au Conseil de la Communauté française des mesures qu'il a prises pour simplifier et alléger les tâches administratives des écoles, et notamment celles des directions d'école, à mesure que progresse leur intégration dans l'organisation visée aux articles 3 et 4.

CHAPITRE III. — Des moyens

Art. 8. § 1er. Dès l'année scolaire 1993-1994 et compte tenu des disponibilités budgétaires, des moyens sont mis à la disposition de l'enseignement fondamental en vue :

1° de développer, dans le cadre d'actions de concertation et de compagnonnage, des possibilités d'échanges, de contacts, de travaux au sein des écoles et entre écoles;

2° d'assurer aux écoles prioritaires un soutien leur permettant la prise en compte des enfants en difficulté.

§ 2. Sont considérées comme prioritaires, les écoles qui répondent à deux types de conditions :

1° œuvrer dans le cadre des orientations générales visées aux articles 3 et 4;

2° répondre à des critères objectifs d'identification fondés entre autres sur un taux élevé de retard scolaire, un nombre important d'élèves étrangers et des situations socio-économiques défavorables. Le Gouvernement détermine ces critères sur avis conforme du Conseil général visé à l'article 21 qui délibère à la majorité des trois quarts.

§ 3. Les moyens visés au § 1er peuvent viser le fonctionnement et l'équipement, ainsi que des ressources humaines complémentaires. En ce qui concerne les actions visées au § 1er, 1°; ces moyens sont répartis entre les réseaux proportionnellement à leur population scolaire globale pour l'ensemble de la Communauté française.

En ce qui concerne les actions de soutien visées au § 1er, 2°, les moyens sont affectés prioritairement aux écoles situées dans des zones cumulant un nombre important d'élèves étrangers et des situations socio-économiques défavorables et sont répartis selon des modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe le montant et la répartition des crédits entre les actions visées au § 1er, 1° et 2°.

Art. 9. Les expériences, les projets et les budgets des zones d'éducation prioritaires et du Fonds d'impulsion à la politique des immigrés seront pour le 30 juin 1996 au plus tard et selon des modalités que le Gouvernement détermine, progressivement intégrés au dispositif mis en place pour répondre aux besoins prioritaires.

CHAPITRE IV. — Des Conseils d'entité, des Conseils de zone et des Comités de coordination

Section 1re. — Des entités de proximité

Art. 10. On entend par entité de proximité l'ensemble des écoles d'une commune ou d'un ensemble de communes, par réseau. Le Gouvernement fixe, après concertation avec les Pouvoirs organisateurs, la composition des Conseils d'entité. Les organes représentatifs des Pouvoirs organisateurs au niveau communautaire communiquent au Gouvernement la composition des entités et toute modification ultérieure.

Art. 11. § 1er. Les attributions du Conseil d'entité sont:

1° faciliter les relations entre établissements d'enseignement, et en outre, dans l'enseignement subventionné, faciliter les relations entre Pouvoirs organisateurs;

2° échanger les expériences et stratégies utilisées dans l'organisation pédagogique, administrative et parascolaire;

3° mettre en place les moyens et construire les processus nécessaires pour atteindre les objectifs du cadre général précisé aux articles 3 et 4;

4° procéder à des bilans et à des évaluations internes au réseau qu'ils transmettent ensuite au Conseil de zone concerné;

5° favoriser l'émergence, en fonction des besoins, de propositions et de demandes, à destination des Conseils de zone dont ils relèvent.

§ 2. Le Gouvernement peut étendre les attributions du Conseil d'entité.

§ 3. Des conseils d'entité de réseaux différents sur un même territoire peuvent mener des actions en commun.

Art. 12. Le Conseil d'entité peut solliciter les conseils de l'inspection compétente, de l'animation pédagogique, d'un représentant du comité de coordination concerné, des représentants d'associations reconnues par la Communauté française, notamment les associations de parents et les associations d'éducation permanente ainsi que la collaboration des centres psycho-médico-sociaux dont les écoles concernées relèvent.

Section 2. — Des zones

Sous-section 1re. — Dispositions communes à l'enseignement de la Communauté française et à l'enseignement subventionné

Art. 13. Les zones sont constituées par réseau. Elles comprennent plusieurs entités de proximité.

Le Gouvernement détermine le nombre de zones géographiques pour chacun des réseaux.

Art. 14. L'organe de la zone est le Conseil de zone.

Le Gouvernement fixe la composition du Conseil de zone. Les organes représentatifs des Pouvoirs organisateurs au niveau communautaire communiquent au Gouvernement la composition des Conseils de zone et toute modification ultérieure.

Art. 15. § 1er. Le Conseil de zone a le pouvoir de décision à l'égard des propositions visées à l'article 11, § 1er, 3°, introduites par les Conseils d'entité, sous réserve de suspension motivée par le Comité de coordination du réseau.

Ces propositions font l'objet, dans chaque zone, d'une consultation des organisations syndicales représentatives au sein d'un organe dont le règlement d'ordre intérieur fixe la composition et les modalités de fonctionnement.

Cette consultation est assurée à l'initiative du président du Conseil de zone. Le Conseil de zone fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Comité de coordination.

§ 2. Les Conseils de zone de même réseau ou de même caractère peuvent se concerter, voire s'associer le cas échéant.

Les Conseils de zone de réseaux différents sur un même territoire peuvent mener des actions en commun.

Le Gouvernement peut étendre les attributions du Conseil de zone.

Sous-section 2. — Disposition propre à l'enseignement subventionné

Art. 16. L'inspection principale représentant le pouvoir normatif et subsidiant siège au sein des Conseils de zone.

Elle procède par voie de conseil et contrôle la conformité des décisions prises par le Conseil de zone avec les dispositions légales, décrétales et réglementaires et tout particulièrement avec les prescriptions du présent décret.

Elle fait rapport au Gouvernement et communique une copie de ce rapport au Conseil de zone et au Comité de coordination concerné.

Elle peut introduire un recours suspensif auprès du Gouvernement qui dispose d'un délai de vingt jours pour statuer. A défaut d'annulation dans ce délai, la décision devient définitive.

L'inspection principale exerce ses attributions en étroite collaboration avec l'inspection cantonale.

Section 3. — Des Comités de coordination

Sous-section 1re. — Dispositions communes à l'enseignement de la Communauté française et à l'enseignement subventionné

Art. 17. Un Comité de coordination est créé par réseau.

Il exerce les compétences suivantes :

— arbitrer les conflits éventuels au sein d'un Conseil de zone;

— contrôler l'adéquation des décisions des Conseils de zone aux orientations générales et spécifiques visées aux chapitres II et III du présent décret.

Le Comité de coordination fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Conseil général visé à l'article 21.

Le Gouvernement peut étendre les compétences du Comité de coordination.

Art. 18. Le Gouvernement fixe la composition des comités de coordination sur proposition des organes représentatifs des réseaux concernés.

Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, l'Administrateur général de l'Organisation des Etudes est membre de droit du Comité de coordination et en assure la présidence.

Art. 19. Les membres de chaque comité de coordination sont désignés par l'organe représentatif au niveau communautaire de chacun des réseaux concernés :

- pour l'enseignement de la Communauté, par le Gouvernement;
- pour l'enseignement subventionné officiel, par le Conseil de l'enseignement des communes et des provinces;
- pour l'enseignement libre confessionnel, par le secrétariat général de l'enseignement catholique;
- pour l'enseignement libre non confessionnel, par la fédération des établissements libres subventionnés indépendants.

Sous-section 2. — Disposition propre à l'enseignement subventionné

Art. 20. L'Inspection générale de la Communauté pour l'enseignement subventionné est membre de chaque comité de coordination de l'enseignement subventionné.

Elle procède par voie de conseil et contrôle la conformité des décisions prises par le Comité de coordination avec les dispositions légales, décrétales et réglementaires et tout particulièrement avec les prescriptions du présent décret.

Elle fait rapport au Gouvernement et communique une copie de ce rapport au Comité de coordination concerné.

Elle peut introduire un recours suspensif auprès du Gouvernement qui dispose d'un délai de quinze jours pour statuer. A défaut d'annulation dans ce délai, la décision devient définitive.

CHAPITRE V. — Du Conseil général de l'enseignement fondamental

Art. 21. Il est créé un Conseil général composé de la manière suivante :

- Le directeur général de l'enseignement fondamental qui a la qualité de membre de droit;
- L'inspecteur général représentant le pouvoir normatif et subsidiant qui a la qualité de membre de droit;
- 3 représentants du Comité de coordination de l'enseignement subventionné libre confessionnel, dont le président;
- 3 représentants du Comité de coordination de l'enseignement subventionné officiel, dont le président;
- 2 représentants du Comité de coordination de l'enseignement de la Communauté française, dont le président;
- 1 représentant du Comité de coordination de l'enseignement subventionné libre non confessionnel.

Le mandat exercé au Conseil général couvre une période de six années et est renouvelable.

Les mandats de président et de vice-président sont exercés alternativement pendant deux ans, respectivement par un représentant de l'enseignement officiel et par un représentant de l'enseignement libre confessionnel.

Art. 22. Le Conseil général exerce les compétences suivantes :

- évaluer l'adéquation des différentes stratégies par rapport aux objectifs généraux définis après concertation;
- faire, à son initiative ou à la demande du ministre, des propositions sur les grandes orientations de la politique de l'enseignement fondamental.

Le Gouvernement peut étendre les attributions du Conseil général.

Les avis et propositions du Conseil général sont transmis au ministre via la direction générale de l'enseignement fondamental.

Art. 23. Le Conseil général fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 95 - 2232

[S - C - 29208]

14 MAART 1995. - Decreet tot bevordering van het welzijn in de basisscholen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen en algemeenheden*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet bedoelt men met :

1. cyclus : een geheel van leerjaren waarin de leerling de schoolplicht volbrengt, zonder onderbreking, in eigen tempo en zonder te blijven zitten;
2. eindtermen : een aantal referenties voor het studiepeil, binnen de door de normerende en subsidiërende overheid uitgewerkte of goedgekeurde leerplannen;
3. maat : een aantal gegevens voor de meting van de uitslagen en van de vordering van de leerlingen, onder verwijzing naar de eindtermen;
4. overlegde acties : de activiteiten van de leerkrachten van een school om samen pedagogische projecten en instrumenten uit te werken en/of de leerlingen in een cyclus te volgen;
5. ontmoetingsactie : een activiteit die de leerkrachten van verschillende scholen of vestigingen de kans geeft om elkaar te ontmoeten en pedagogische ervaring uit te wisselen;
6. ondersteuningsactie : materiële middelen, personeel, pedagogische hulp voor de scholen die een merkelijk aantal leerlingen met leerproblemen tellen;
7. pedagogisch leider : de persoon die in elk net aangewezen is om concrete acties te ondernemen met de leerkrachten en ze te helpen bij de opbouw, evaluatie en bijsturing van pedagogische projecten;
8. gebied : de geografische zone waarin de scholen van één net overleg plegen en gemeenschappelijk actie voeren.

Art. 2. De maatregelen die de Regering krachtens dit decreet treft, zijn vooraf het voorwerp van overleg met de representatieve organen van de inrichtende machten.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de organisatie van het onderwijs*

Art. 3. Alle kleuter- en lagere scholen moeten uiterlijk 1 september 2000 een regeling uitwerken, steunend op organisatie in cyclussen, die elk kind de mogelijkheid geeft om:

1. zonder onderbreking school te lopen, in eigen tempo en zonder te blijven zitten, vanaf zijn intrede in de kleuterschool tot het einde van het 2e jaar lager onderwijs;
2. in die periode het nodige te leren om de eindtermen te bereiken die, na overleg met de representatieve organen van de inrichtende machten, het vereiste studiepeil bepalen.

Art. 4. Alle basisscholen en lagere scholen moeten, uiterlijk 1 september 2005, een regeling uitwerken, steunend op organisatie in cyclussen, die elk kind de mogelijkheid geeft om:

1. zonder onderbreking school te lopen, in eigen tempo en zonder te blijven zitten, van het 3e tot het 6e jaar lager onderwijs;
2. in die periode het nodige te leren om de eindtermen te bereiken die, na overleg met de representatieve organen van de inrichtende machten, het vereiste studiepeil bepalen.

Art. 5. De inspectie, bedoeld in artikel 24, § 3, 2e lid, 3°, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, en de inspectiedienst van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs zullen de Regering nauwkeurige indicatoren meedelen voor de tenuitvoerlegging van de algemene regeling voor het basisonderwijs, met mededeling aan de in artikel 21 bedoelde algemene raad, om het mogelijk te maken:

1. de overeenstemming van de hervorming met de algemene doeleinden, bepaald na overleg met de representatieve organen van de inrichtende machten, na te gaan;
2. in doorlopende bijsturing van het systeem te voorzien;
3. versnippering en ondoelmatig gebruik van de middelen te voorkomen.

Ze zullen een jaarbalans van de ondernomen acties opmaken en aan de Regering doen geworden, met mededeling aan de in artikel 21 bedoelde algemene raad.

In het gesubsidieerd onderwijs treedt de inspectie adviserend op.

De Regering bepaalt de vorm waarin de indicatoren moeten meegedeeld worden.

Art. 6. § 1. Pedagogische leiders, belast met het uitwerken en aanmoedigen van elke actie tot ondersteuning van de vooruitgang van de scholen in de algemene en specifieke oriënteringen, bepaald in de hoofdstukken II en III van dit decreet, worden in elk net van het basisonderwijs ingezet.

§ 2. Hun aantal bedraagt :

- 25 eenheden in het gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs;
- 25 eenheden in het gesubsidieerd officieel onderwijs;
- 6 eenheden in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs;
- 1 eenheid in het gesubsidieerd vrij niet-confessioneel onderwijs.

(1) Zitting 1993-1994.

Documenten van de Raad. - Nr 175 : Nr 1 : ontwerp van decreet. Nr 2 : verslag. Nr 3 : amendementen.

Zitting 1994-1995.

Integraal verslag. - Bespreking. Vergadering van 8 februari 1995. - Aanneming. Vergadering van 9 maart 1995.

§ 3. De in § 1 bedoelde personeelsleden zijn met verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs, voor een mandaat van 2 jaar dat tweemaal vernieuwd kan worden.

Tijdens de duur van hun opdracht behouden zij het recht op een bevorderingsambt en op verhoging van wedde.

Zij worden vergoed voor hun reiskosten en genieten een forfaitaire vergoeding voor de verschillende kosten die hun opdracht teweegbrengt.

§ 4. De Regering bepaalt de wijze waarop zij geworven worden.

Art. 7. De Regering brengt bij de Raad van de Franse Gemeenschap verslag uit over de maatregelen die ze genomen heeft om bestuurstaken van de scholen, o.m. van de schooldirectie, te vereenvoudigen en te verlichten, naarmate ze verder geïntegreerd worden in de in de artikelen 3 en 4 bedoelde organisatie.

HOOFDSTUK III. — De middelen

Art. 8. § 1. Vanaf het schooljaar 1993-94 worden, gelet op de budgettaire mogelijkheden, middelen ter beschikking van het basisonderwijs gesteld om :

1. in het kader van overleg- en ontmoetingsacties, uitwisseling, contact en werken in elke school en onder verschillende scholen te bevorderen;

2. de prioritare scholen steun te verlenen om kinderen met leermoeilijkheden op te vangen.

§ 2. Als prioritair worden de scholen beschouwd die aan 2 vereisten voldoen :

1. vooruitgang boeken in de in de artikelen 3 en 4 bedoelde oriënteringen;

2. voldoen aan objectieve identificatiecriteria, o.m. een hoog percentage aan leerlingen met schoolachterstand, een groot aantal buitenlandse leerlingen en ongunstige sociaal-economische toestanden. De Regering bepaalt die criteria op eensluidend advies van de in artikel 21 bedoelde algemene raad die bij een drie-vierdemeerderheid beslissingen neemt.

§ 3. De in § 1 bedoelde middelen kunnen betrekking hebben op werking, uitrusting en bijkomend personeel. Voor de in § 1, 1, bedoelde acties worden die middelen onder de netten verdeeld in verhouding tot hun totale schoolbevolking voor het geheel van de Franse Gemeenschap.

Voor de ondersteuningsacties bedoeld in § 1, 2, worden de middelen prioritair besteed aan scholen in gebieden met een groot aantal buitenlandse leerlingen en ongunstige sociaal-economische toestanden, en verdeeld volgens door de Regering bepaalde modaliteiten.

De Regering bepaalt bedrag en verdeling van de kredieten onder de in § 1, 1 en 2, bedoelde acties.

Art. 9. De experimenten, projecten en begrotingen van de onderwijsvoorranggebieden en van het impulsfonds voor het migrantenbeleid zullen uiterlijk 30 juni 1996, volgens modaliteiten die de Regering bepaalt, geleidelijk opgenomen worden in de regeling, ingesteld om te voldoen aan de prioritare behoeften.

HOOFDSTUK IV. — Eenheidsraden, gebiedsraden en coördinatiecomités

Afdeling 1. — Nabijheidseenheden

Art. 10. Onder nabijheidseenheid bedoelt men de gezamenlijke scholen van een net in een gemeente of geheel van gemeenten. De Regering bepaalt, na overleg met de inrichtende machten, de samenstelling van de eenheidsraden. De representatieve organen van de inrichtende machten, op gemeenschapsniveau, delen de regering de samenstelling van de eenheden, alsook elke latere wijziging mee.

Art. 11. § 1. De eenheidsraad is bevoegd om :

1. de betrekkingen te vergemakkelijken tussen onderwijsinrichtingen en, in het gesubsidieerd onderwijs, tussen de inrichtende machten;

2. de ervaring en strategie uit te wisselen inzake pedagogische, administratieve en bijschoolse organisatie;

3. middelen in te zetten en processen uit te bouwen om de doeleinden van het in de artikelen 3 en 4 bepaalde algemeen kader te bereiken;

4. interne balansen en evaluaties op te maken voor het net en ze aan de betrokken gebiedsraad mee te delen;

5. het indienen, volgens de behoefte, van voorstellen en aanvragen, ten behoeve van de gebiedsraden waaronder ze ressorteren, aan te moedigen.

§ 2. De Regering kan de bevoegdheid van de eenheidsraad uitbreiden.

§ 3. Eenheidsraden van verschillende netten in eenzelfde gebied kunnen gemeenschappelijke acties voeren.

Art. 12. De eenheidsraad kan advies vragen aan de bevoegde inspectie, de pedagogische leiding, een vertegenwoordiger van het betrokken coördinatiecomité, vertegenwoordigers van door de Franse Gemeenschap erkende verenigingen, o.m. de ouderverenigingen en de verenigingen voor permanente opvoeding, alsook de medewerking van de PMS-centra waaronder de betrokken scholen ressorteren.

Afdeling 2. — De gebieden

Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap en het gesubsidieerd onderwijs

Art. 13. De gebieden worden bepaald per net. Ze omvatten verschillende nabijheidseenheden.

De Regering bepaalt het aantal geografische gebieden voor elk van de netten.

Art. 14. Het gebiedsorgaan is de gebiedsraad. De Regering bepaalt de samenstelling van die raad. De representatieve organen van de inrichtende machten, op gemeenschapsniveau, delen de Regering de samenstelling van de gebiedsraden mee, alsook elke latere wijziging.

Art. 15. § 1. De gebiedsraad kan beslissingen treffen over de in artikel 11, § 1, 3, bedoelde voorstellen, ingediend door de eenheidsraden, onder voorbehoud van gemotiveerde opschorting door het coördinatiecomité van het net.

In elk gebied zijn die voorstellen het voorwerp van raadpleging van de representatieve vakbonden, in een orgaan waarvan het huishoudelijk reglement de samenstelling en werking regelt.

Die raadpleging gebeurt op initiatief van de voorzitter van de gebiedsraad.

Deze raad bepaalt zijn huishoudelijk reglement en legt het coördinatiecomité dat reglement ter goedkeuring voor.

§ 2. De gebiedsraden van een zelfde net of van dezelfde aard kunnen overleg plegen en, in voorkomend geval, zich verenigen.

De gebiedsraden van verschillende netten op één grondgebied kunnen gemeenschappelijke acties voeren. De Regering kan de bevoegdheid van de gebiedsraad uitbreiden.

Onderafdeling 2. — *Specifieke bepaling voor het gesubsidieerd onderwijs*

Art 16. De hoofdinspectie die de normerende en subsidiërende overheid vertegenwoordigt, heeft zitting in de gebiedsraden.

Ze treedt adviserend op en gaat na of de beslissingen van de gebiedsraad overeenstemmen met de bepalingen van wetten, decreten en verordeningen, inz. met de voorschriften van dit decreet.

Ze brengt bij de Regering verslag uit en zendt daarvan een afschrift naar de gebiedsraad en het betrokken coördinatiecomité.

Ze kan opschortend beroep instellen bij de Regering, die binnen 20 dagen moet beslissen. Bij gemis van vernietiging binnen die termijn is de beslissing definitief geldig.

De hoofdinspectie oefent haar bevoegdheid uit in nauw overleg met de kantonnale inspectie.

Afdeling 3. — *Coördinatiecomités*

Onderafdeling 1. — *Gemeenschappelijk bepalingen voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap en het gesubsidieerd onderwijs*

Art. 17. Voor elk net wordt een coördinatiecomité opgericht.

Het is bevoegd om :

- geschillen in een gebiedsraad te beslechten;
- na te gaan of de beslissingen van de gebiedsraden overeenstemmen met de algemene en specifieke oriënteringen, bedoeld in de hoofdstukken II en III van dit decreet.

Het stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het de algemene raad, bedoeld in artikel 21, ter goedkeuring voor.

De Regering kan de bevoegdheid van het coördinatiecomité uitbreiden.

Art. 18. De Regering bepaalt de sarnstelling van de coördinatiecomités, op voorstel van de representatieve organen van de betrokken netten.

In het onderwijs van de Franse Gemeenschap is de administrateur-generaal van de Organisatie van het Onderwijs van rechtswege lid van het coördinatiecomité, dat hij voorziet.

Art. 19. De leden van elk coördinatiecomité worden aangesteld door het representatieve orgaan, op gemeenschapsniveau, van elk van de betrokken netten :

- voor het onderwijs van de Gemeenschap, door de Regering;
- voor het officieel gesubsidieerd onderwijs, door de onderwijsraad van de gemeenten en provincies;
- voor het vrij confessioneel onderwijs, door het algemeen secretariaat van het katholiek onderwijs;
- voor het niet-confessioneel vrij onderwijs, door het verbond van onafhankelijke vrije gesubsidieerde inrichtingen.

Onderafdeling 2. — *Specifieke bepaling voor het gesubsidieerd onderwijs*

Art. 20. De algemene inspectie van de Gemeenschap voor het gesubsidieerd onderwijs heeft zitting in elk coördinatiecomité van het gesubsidieerd onderwijs.

Ze treedt adviserend op en gaat na of de beslissingen overeenstemmen met de bepalingen van wetten, decreten en verordeningen, inz. met de voorschriften van dit decreet.

Ze brengt bij de Regering verslag uit en zendt daarvan een afschrift naar het betrokken coördinatiecomité.

Ze kan opschortend beroep instellen bij de Regering, die binnen veertien dagen moet beslissen. Bij gemis van vernietiging binnen die termijn is de beslissing definitief geldig.

HOOFDSTUK V. — *Algemene Raad van het basisonderwijs*

Art. 21. Er wordt een Algemene Raad opgericht, samengesteld als volgt :

- de directeur-generaal van het basisonderwijs, lid van rechtswege;
- de inspecteur-generaal die de normerende en subsidiërende overheid vertegenwoordigt, lid van rechtswege;
- 3 vertegenwoordigers van het coördinatiecomité van het vrij confessioneel gesubsidieerd onderwijs, waaronder de voorzitter;
- 3 vertegenwoordigers van het coördinatiecomité van het officieel gesubsidieerd onderwijs, waaronder de voorzitter;
- 2 vertegenwoordigers van het coördinatiecomité van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, waaronder de voorzitter;
- 1 vertegenwoordiger van het coördinatiecomité van het vrij niet-confessioneel onderwijs.

Een mandaat in de Algemene Raad geldt voor 6 jaar en is vernieuwbaar.

De mandaten van voorzitter en ondervoorzitter worden beurtelings, om de 2 jaar, resp. uitgeoefend door een vertegenwoordiger van het officieel onderwijs en door een vertegenwoordiger van het vrij confessioneel onderwijs.

Art. 22. De Algemene Raad is bevoegd om :

- na te gaan of de verschillende strategieën geschikt zijn om de na overleg bepaalde algemene doeleinden te bereiken;
- uit eigen beweging of op verzoek van de ministers, voorstellen te doen over de grote oriënteringen van het basisonderwijsbeleid.

De Regering kan de bevoegdheden van de Algemene Raad uitbreiden. De adviezen en voorstellen van de Algemene Raad worden via de algemene directie Basisonderwijs aan de minister overgezonden.

Art 23. De Algemene Raad bepaalt zijn huishoudelijk reglement en legt het de Regering ter goedkeuring voor. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 14 maart 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Openbaar Ambt, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,
Ph. MAHOUX

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 - 2233

[S - C - 29319]

10 MAI 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant dérogation à l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif, du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1er avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté royal n° 467 du 1er octobre 1986 ;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargé de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, notamment l'article 169 modifié par l'arrêté royal n° 73 du 20 juillet 1982, l'arrêté royal du 29 août 1985, l'arrêté royal du 21 octobre 1985 et l'arrêté de l'Exécutif du 7 novembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981, relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 28 octobre 1994 ;

Vu le protocole du 7 avril 1995 du Comité de Secteur IX;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1983, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la proximité de la date du congé accordé et la nécessité pour le personnel visé par le projet d'arrêté du Gouvernement d'être averti de la mesure projetée à bref délai;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Arrête :

Article 1er. Par dérogation à l'article 1er, g, de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif, du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 28 octobre 1994, les membres du personnel, définitifs et stagiaires, visés à l'alinéa premier de cet article seront en congé le 8 mai 1995.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1995.

Art. 3. Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX